

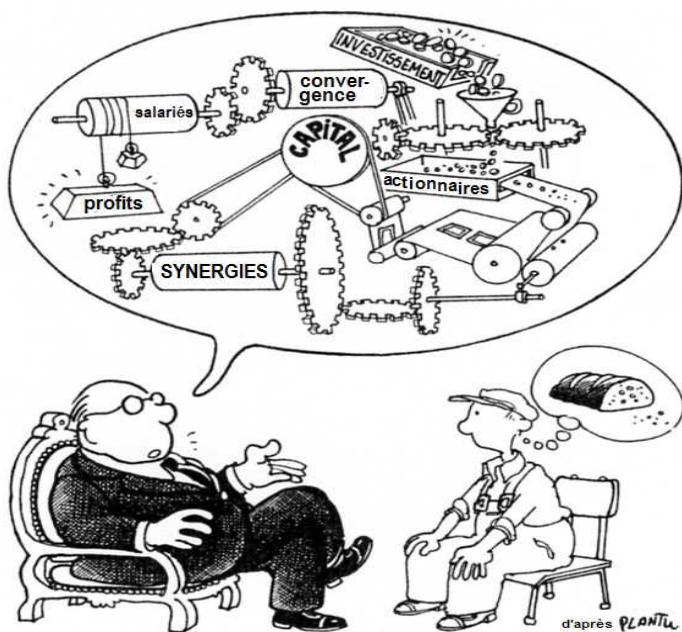
Objectif de la nouvelle réorganisation : 10 milliards d'économies par an !

Les salariés sont à peine remis de la précédente réorganisation qu'une nouvelle arrive : l'Alliance 2022 !

Après la dernière de 2013, les médecins avaient sonné l'alerte auprès de la direction générale, tant le rapprochement avait été source d'angoisses pour beaucoup de salariés, tant les 8 270 départs anticipés avaient appauvri les compétences de RENAULT, mais cela n'a pas fait reculer Carlos GHOSN.

Alors que 2017 a déjà été une année record pour le Groupe RENAULT avec 5,2 Milliards d'euros de bénéfice net (+47,1%), une accélération de la convergence se met en place au 1^{er} Avril, dans l'objectif de dégager encore plus de profits.

Les prochaines synergies résulteront de réductions de coûts et de dépenses évitées. Elles devront dépasser 10 Milliards d'euros par an contre 5 Milliards en 2016, sachant que seules les nouvelles synergies (et non les synergies cumulées) seront évaluées chaque année.



En ciblant prioritairement la technique et les emplois, ce sera la chasse aux doublons dans l'Ingénierie.

En fabrication/logistique, les investissements et les implantations industrielles de l'Alliance seront « optimisées » (comprendre augmentation des cadences et investissements minimum).

L'Alliance Purchasing Organization (ex RNPO) « optimisera » les achats de RENAULT, NISSAN et MITSUBISHI.

On est dans la convergence, surtout pour le PDG, sauf que lui n'est pas prêt de concéder la moindre synergie dans l'affaire, puisqu'au contraire il continuera de multiplier les salaires.

Tandis que les directeurs NISSAN envahissent l'organigramme RENAULT, chacun éprouve de plus en plus le sentiment d'une sourde domination.

A lui seul, NISSAN a produit 6 des 10 millions de véhicules vendus par l'Alliance en 2017, et s'il parvient à racheter les 15% de capital RENAULT détenu par l'état français à l'issue des discussions en cours, RENAULT n'aura plus aucun droit de vote chez NISSAN.

Un chemin ouvert vers une fusion complète des Groupes, avec siège social situé à Amsterdam pour échapper à la fiscalité, et des conséquences sur les centres technologiques et les emplois industriels.

SUD est contre le système d'une Alliance tournant à plein régime pour des ambitions financières de premier plan et dans laquelle les salariés joueront les seconds rôles. Les synergies feront fondre les emplois, dégageant les profits pour les actionnaires, lesquels récompenseront les hauts dirigeants pour la réussite de leurs ambitions.

Pour une nouvelle réorganisation mise en place, un plan social offert !

Décryptage : une réorganisation est « *nécessaire pour la convergence et les synergies* », sauf qu'elle s'accompagne de l'inévitable refrain « *il faut se concentrer sur notre cœur de métier* » !

Conséquences : suppressions de postes, sous-traitance à outrance y compris dans les postes techniques clefs, prestations externalisées, projets développés à l'extérieur et usines peuplées d'intérimaires flexibles.

Au chapitre emploi, le bilan du 1^{er} plan compétitivité RENAULT signé en 2013, qui n'était rien d'autre que la première phase de convergence de l'Alliance, est aujourd'hui le suivant (chiffres issus des bilans sociaux Renault et Renault sas 2012 à 2016) :

- Les effectifs du Groupe ont chuté de 4 177 salariés en 4 ans,
- La politique jeune n'aura pas permis d'augmenter l'apprentissage au-delà de 277 apprentis,
- Le site de Rueil a été fermé,
- L'ingénierie s'est écroulée à 11 547 personnes en 2016, soit une perte de 1 392 postes !

Si on ignore encore le bilan emploi de la nouvelle réorganisation 2018, on observe que les mêmes pratiques se mettent en place :

- Un dispositif de **Dispense d'Activité**, d'une durée de 3 ans et dont SUD se félicite, concernant environ **850 personnes à l'ingénierie** et 150 dans les usines, « *afin de permettre une transition aménagée de la fin de carrière des salariés volontaires* » (texte du dispositif disponible sur sudrenault.org),
- La promesse de 1400 embauches en CDI, en plus des 3600 de l'accord CAP2020. Quelle sera l'impact réel de ces chiffres, lorsqu'ils seront passés à la moulinette des entrées/sorties dans 3 ans ? Cette annonce n'est-elle pas davantage là pour rassurer l'état français en lui donnant des gages sur l'emploi, afin qu'il soit enclin à céder sa participation de 15% pour le projet de fusion RENAULT-NISSAN ?

Le syndicat SUD adresse ses félicitations aux *bienheureux* qui ne manqueront pas de se saisir des DA, tant ils sont désabusés par le manque de reconnaissance ou se sentent décalés dans l'entreprise. Mais attention au malus de 10 % pendant 3 ans sur la retraite complémentaire lorsque vous évaluez votre date de départ en retraite...

Et bon courage à toutes celles et ceux qui restent ! Qu'ils fassent preuve de patience, un prochain plan arrivera bien dans 2 ans...

Grève et manifestation interprofessionnelle jeudi 19 avril

Le mécontentement et les mobilisations s'étendent : SNCF, Universités, Notre-Dame-des-Landes, hôpitaux, EHPAD, retraités, mais aussi dans le privé sur les salaires et l'emploi (Carrefour, Air France, Ford...).

En légiférant par ordonnances (Loi Travail, SNCF) et en envoyant CRS et gardes mobiles à Notre-Dame-des-Landes et dans les Universités, le gouvernement choisit de passer en force et porte une grave atteinte aux droits démocratiques et au dialogue social.

Réduction des droits collectifs, baisse du pouvoir d'achat, augmentation de la flexibilité, mise en concurrence des salariés entre eux, sélection... C'est la politique d'un gouvernement au service du MEDEF et des plus riches. Résultat : les inégalités se creusent, la précarité explose, le travail s'intensifie, les conditions de travail se dégradent... Nous voulons un autre avenir !

Non à la répression, oui à la justice sociale !

Manifestation à 14h à Paris, de Montparnasse à Place d'Italie

à l'appel de SUD/Solidaires, CGT, Cheminots, Jeunes...

SUD et CGT TCR appellent à cesser le travail le 19 avril dès 12h30 (les prestataires sont couverts par un appel à la grève national). **Rendez-vous dans le hall de La Ruche à 12h30 pour un départ collectif.**